

"Quelle Europe?" dans Esprit (Novembre 1948)

Légende: En novembre 1948, l'essayiste français Jean-Marie Domenach, secrétaire de rédaction de la revue personnaliste Esprit, critique fermement le manque d'unité et l'hétérogénéité des mouvements se réclamant du fédéralisme pointant en particulier les accointances entre certains fédéralistes anticommunistes et pro-européens et les représentants du capitalisme américain.

Source: Esprit. Novembre 1948. Paris.

Copyright: (c) Esprit

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"quelle_europe_"_dans_esprit_novembre_1948-fr-ab844b3a-9093-4c88-9e56-91f62609640b.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Quelle Europe ?

par J.-M. DOMENACH

A l'exception de quelques fanatiques, chacun aujourd'hui se dit fédéraliste (Raymond SILVA, Cahiers du Monde nouveau [mai 1948].)

Nos lecteurs se sont-ils retrouvés dans le dédale paneuropéen préalablement balisé par nos soins ? Ce n'est pas une mince affaire : au moins 18 mouvements fédéralistes rien qu'en France, une multitude de groupes, sous-groupes, cercles et comités d'études et un bon nombre de comités de coordination. C'est peut-être pousser un peu loin cet « amour de la complexité » où D. de Rougemont voit la meilleure essence du fédéralisme, c'est peut-être décourager les bonnes volontés qui cherchent une doctrine et une issue à travers cette accumulation de mouvements, dont, à vrai dire, beaucoup ne sont composés que de leurs président, secrétaire et trésorier. Ne devrait-on pas d'abord, dans un monde surchargé de difficultés et de penseurs, et au surplus, on nous le dit, d'anachroniques frontières nationales, commencer par tracer quelques démarcations simples, et montrer, un peu mieux, son respect de l'homme en lui proposant deux ou trois vastes demeures pour abriter une grande idée, au lieu de ce village de huttes et de paillotes, où sorciers et grands chefs ne vivent pas toujours en bonne harmonie.

Mais il serait trop facile, et injuste, de s'arrêter au sourire. L'idée est immense, sous des masques divers et parfois grimaçants, et l'actuelle misère de l'Europe nous presse. Il y a toutes sortes de mouvements qui se réclament du fédéralisme européen, et toutes sortes de personnages aussi célèbres que variés : Léon Blum, de Menthon, Paul-Boncour, Marceau Pivert, Michelet, de Gaulle, Aron Robert et Raymond, de Rougemont, Alexandre Marc, Bernard Voyenne, le Père Chaillet, Ignazio Silone, sont fédéralistes ; et le fédéralisme a capté la plus grande part de l'émotion soulevée par le congrès de la Haye. S'il y a bien des rêveurs dans le fédéralisme, n'oublions pas que ces rêveurs ont côtoyé et parfois endoctriné un certain nombre d'hommes d'État. Il n'y avait pas que des révolutionnaires et des « non-conformistes » à La Haye, mais aussi douze anciens présidents du Conseil, soixante ministres et anciens ministres ; et le quart des délégués appartenaient à des Parlements européens. Enfin la démarche de G. Bidault reprise par R. Schuman a porté sur le terrain de la politique internationale cette fameuse Assemblée européenne, au sein de laquelle, si elle devait voir le jour, les fédéralistes espèrent bien imposer leurs thèses.

Quelles thèses ? Et qu'est-ce qu'un fédéraliste ? Le fédéralisme est vieux, comme la notion de contrat qui lui a donné son nom, et aussi vague qu'elle. Il a existé en plusieurs périodes de l'histoire, mais n'a réussi pleinement qu'en Suisse et en Amérique du Nord où des États se rassemblèrent pour former une république : États Unis, à vrai dire, après s'être fédérés. Appellera-t-on le Commonwealth une fédération ? Il ne semble pas, car les liens qui l'unissent sont rien moins qu'institutionnels. La Suisse, cependant, représente un modèle, dont la stabilité est unique, mais une exception dans une Europe qui, si elle a connu de grands empires, n'a jamais connu de fédération. On cite encore avec émotion la tentative d'Henri IV constituant un Conseil des quinze pour l'Europe, mais il semble que ce continent, de Charlemagne à Hitler, ait tenté de donner raison à la célèbre phrase de Napoléon : « Il n'y aura de repos en Europe que sous un seul chef ». Si les nationalismes engendrent l'hégémonie, les hégémonies elles aussi se dissolvent en nationalismes : c'est dans ce cercle que vécut l'Europe. L'empire napoléonien donna l'élan aux nationalités, comme l'empire austro-hongrois, lorsqu'ils s'écroulèrent ; et le Grand Reich, d'une certaine façon, les a aussi confirmées ; voyez Tito par exemple. L'unité des nations européennes se fit chaque fois par une centralisation intérieure dirigée contre d'autres puissances et chaque fois, que ce soit en 1792 pour la France, en 1848, 1849 pour l'Italie et l'Allemagne, chaque fois le fédéralisme fut un rêve bref que broya la réalité. Les guerres modernes détruisaient impitoyablement les possibilités d'un fédéralisme : à l'extérieur, en opposant nation à nation ; à l'intérieur en imposant toujours davantage la fusion de toutes les énergies. On sait ce que fit Clemenceau, plus ou moins fédéraliste en sa jeunesse, lorsqu'il s'agit de sauver la patrie.

L'idée fédérale, cependant, n'avait pas disparu. Agitée par quelques-uns lors de la flambée européenne qui suivit 1848, elle fut reprise par Proudhon, dans son ouvrage *Du principe fédératif*. Pour bien comprendre l'originalité de Proudhon, rappelons-nous la date : 1862 ; Proudhon fait scandale par son opposition à l'unité italienne ; socialiste, homme de gauche, il prend pourtant figure d'opposant à ce grand mouvement de

libération qui passionne alors les démocrates. Proudhon le fait au nom de sa philosophie ; le fédéralisme est au cœur même de sa pensée ; lui seul permet d'équilibrer ces principes d'autorité et de liberté qui se partagent depuis toujours les sociétés ; la fédération doit être partout, mais d'abord dans la profession et la nation, avant d'exister dans une Europe, « qui est encore trop grande pour une confédération unique ». Guettée par le totalitarisme et l'anarchie, la société n'a plus de recours qu'en le contrat, la fédération. « Le XXe siècle ouvrira l'ère des fédérations, ou l'humanité recommencera un purgatoire de mille ans ».

Le fédéralisme demeura vivant en France sous sa forme nationale, plutôt qu'internationale il suffit d'évoquer la Commune, puis les débuts de la CGT. Mais le fédéralisme européen lui-même ne vivait plus qu'en quelques groupes obscurs. Ce n'est pas une théorie mais les faits qui remirent l'idée en vigueur. L'Europe de Versailles s'avérait branlante et la Société des nations ne parvenait pas à la consolider. En 1930, Briand déposait sur le bureau de la SDN un mémoire sur l'Organisation d'un régime d'union fédérale européenne, régime surtout économique, mais c'était un geste décisif, que fit échouer l'opposition de la Grande-Bretagne jointe à l'indifférence générale. Cependant le fédéralisme renaissait en France dans des cercles intellectuels plus ou moins proudhonisants, dont le plus important était l'Ordre nouveau. D'autres, en dehors de tout proudhonisme, en faisaient directement application à l'Europe ; au lendemain de Munich, dans son numéro de novembre 1938, *Esprit* proclamait l'urgence de faire l'Europe contre les hégémonies, et qu'il ne restait à la France, diminuée dans sa puissance, qu'une carte à jouer : prendre l'initiative d'une fédération européenne où s'uniraient les nations encore libres. Cela ne se fit pas, mais lorsqu'il n'en resta que deux, dont une ne l'était presque plus, en juin 40, ce fut l'Angleterre elle-même qui proposa cette solution au gouvernement Reynaud comme dernière planche de salut. L'histoire ne nous a pas encore éclairci toutes les circonstances de cette proposition, où les nationalistes et les communistes français ne veulent voir aujourd'hui qu'une ruse de Churchill pour réduire la France au rang d'un dominion. Beaucoup en conçurent sur le moment un grand espoir, et même si elle avait ses arrière-plans, cette proposition était révolutionnaire. Acceptée, elle aurait pu transformer la face de l'Europe ; elle était de ces gestes qui, quels qu'en soient les auteurs et même s'ils sont décidés aux heures d'affolement recèlent en eux-mêmes assez de puissance explosive pour donner à longue échéance d'imprévus et vastes résultats.

A vrai dire, depuis les confédérations athéniennes, c'est toujours sous l'imminence du danger que naissent les fédérations. Si le gouvernement français avait suivi Churchill, les bases d'une fédération européenne eussent été jetées contre Hitler et le fascisme, au lieu qu'aujourd'hui elle risque de se faire contre l'URSS et le communisme ; toutes les peurs ne se valent pas ; les unes peuvent être fécondes et d'autre avilissantes. Si des nations fédérées et non pas des nations prétendument unies étaient arrivées à la victoire, le fédéralisme européen ne souffrirait pas aujourd'hui d'équivoques redoutables, et découragerait de louches partisans. La principale raison de l'union européenne, quoique « un peu cynique et un peu paradoxale », selon Raymond Aron, est en effet devenue la suivante : « L'Europe occidentale, aussi longtemps qu'il n'y avait pas de problème des deux Europes parlait de l'unité dans l'abstrait. Depuis on a au moins un sentiment négatif pour constituer le premier sentiment de l'unité. Autrement dit, le seul sentiment qui est en train d'inspirer une certaine organisation de l'Europe occidentale, c'est la peur de l'autre partie de l'Europe » (1).

Entre 1940 et 1945, un événement capital s'était produit : la victoire allemande créait, sinon une unité européenne, du moins une solidarité de fait entre les nations d'Europe, moins l'Angleterre. Alors toute l'économie du continent fut orientée par les besoins de la guerre allemande et cette rafle gigantesque constitua un moment une sorte d'économie européenne, économie prédatrice mais cependant sur la voie d'une unification forcée. Sous cette solidarité de fait, la contrebattant et liée cependant à elle, s'instaurait une solidarité de combat : la résistance fut un fait européen. Mais l'Europe fut doublement vaincue — vaincue d'abord dans cette union artificielle et monstrueuse qu'ébauchait le Reich hitlérien, vaincue ensuite dans ses résistances dont les chefs (à l'exception du maréchal Tito) furent éliminés du pouvoir sous la pression des anciens partis et du capitalisme américano-européen. Ainsi l'Europe reconnut sa faiblesse sitôt après avoir redécouvert sa force : c'est en prenant appui sur ses ressources matérielles que l'Allemagne résista deux ans à la coalition de presque toutes les forces de l'univers ; c'est en prenant appui sur ses ressources morales que les résistances livrèrent une lutte inégale et acharnée — mais la fin de la guerre se traduit bien par la défaite de cette Europe déchirée contre elle-même et qui découvre la puissance de ses libérateurs : c'est un soldat américain et un soldat russe se donnant la main au milieu de l'Allemagne.

Deux guerres ont amené l'Europe à cette situation sans précédent. Mais la seconde porte une autre marque que la première ; elle signifie clairement que l'ère des conflits entre nations d'Europe est dépassée : Hitler, luttant contre l'Angleterre moins pour la vaincre que pour l'amener à son Europe, puis portant toutes ses forces contre la Russie, refaisait l'itinéraire malheureux de Napoléon ; s'il avait eu un Saint-Hélène, lui aussi aurait pu s'écrier à l'adresse des Britanniques : « Quelles grandes choses nous aurions pu faire ensemble ! » Pour qui ne pense pas seulement l'Histoire en développement unilinéaires, même contrastés, mais lui accorde une profondeur et cherche à la pénétrer dans son mystère, sicut in aenigmate, la monstrueuse entreprise hitlérienne renferme un avertissement désespéré du destin. L'heure avait sonné depuis longtemps d'unir l'Europe, et n'oublions pas qu'il n'y a pour précédent à l'ordre nouveau d'Hitler que l'impuissance dissociante et bornée des démocraties de Versailles. En 1945, au lendemain de sa double défaite, l'Europe comprend qu'elle n'équivaut plus au monde ; pour la première fois elle se sent menacée par d'autres qu'elle-même et c'est pour elle seule qu'il lui faut maintenant inventer des solutions — non plus la paix universelle mais l'union de vingt-cinq peuplades européennes affaiblies par dix ans de guerre en l'espace de trente années, maintenant partagées entre deux occupations et deux zones d'influence. C'est dans ces ruines insensées, dans cette misère innombrable que s'inscrivait l'urgence de l'unification européenne. Dès avant l'armistice, l'idée reprit sa force en Suisse ; elle allait se répandre partout en une incroyable floraison de mouvements divers ; mais cette fois elle n'était plus l'apanage de quelques cercles intellectuels : elle débordait ses propres mouvements pour influencer des groupements politiques, religieux, professionnels ; elle s'imposait à de grandes masses. Quiconque est allé en Allemagne en connaît la résonance ; en France même, il faut avoir fréquenté des cercles de culture populaire, des assemblées politiques locales pour constater combien profondément elle a pénétré. Il y a des foules d'« Européens », aujourd'hui, des foules d'intellectuels et de politiques qui parlent d'Europe. C'est ici qu'il faut tâcher de distinguer.

Après une première réunion à Hertenstein (Suisse), l'Union européenne des fédéralistes fut créée à Paris le 15 décembre 1946. Un nouveau congrès à Montreux (août 1947) réunissait les mouvements fédéralistes toujours plus nombreux de seize pays d'Europe : ce mois de novembre 48, l'UEF va tenir son congrès à Rome. Il est extrêmement difficile de résumer les positions de ces mouvements enchevêtrés. Pour simplifier, séparons en gros deux sortes de fédéralistes : les premiers, nommons-les les fédéralistes internationaux, se préoccupent uniquement de la constitution d'une fédération d'États européens ; ils insistent sur l'anachronisme des frontières nationales, sur l'absurdité d'économies séparées visant plus ou moins à l'autarcie, sur la nécessité de constituer un ensemble économique qui ait la cohérence suffisante pour utiliser valablement l'aide Marshall ; ils proposent dès maintenant l'élection à la proportionnelle d'une Assemblée constituante européenne qui établirait les organismes exécutifs et législatifs du pouvoir fédéral ; les hommes qui proposent ces mesures peuvent être de droite ou de gauche, et sont souvent de gauche ; ce n'est pas comme tels qu'ils sont fédéralistes mais pour des raisons supérieures qui découlent essentiellement de leur analyse de la situation européenne. Mais il faut compter avec une seconde espèce de fédéralistes, ceux que nous appellerons les fédéralistes intégraux : ce sont les disciples de Proudhon ; ils estiment qu'on ne saurait fédérer des États unitaires ; pour eux, le fédéralisme né se résume pas en une délégation des souverainetés nationales, il est un système qui, pour être cohérent et viable, exige une réforme complète des structures nationales ; la fédération va de bas en haut, de la commune et de l'atelier jusqu'au pouvoir central ; comme le voyait Proudhon, c'est un principe total d'équilibrage. Cette tradition proudhonienne représentée par des hommes comme Alexandre Marc, secrétaire général de l'UEF, et l'un des hommes-clés du fédéralisme, Robert Aron, Bernard Voyenne, domine idéologiquement le fédéralisme actuel ; elle s'incarne en particulier dans *Fédération*, qui est l'organisation française la plus forte, et dans *La République moderne* (2) dont les dirigeants sont Robert Aron et C.-M. Hytte ; elle y voisine avec des éléments traditionalistes, parfois teintés de maurassisme (cette jonction est d'ailleurs ancienne si l'on songe au Cercle Proudhon du début de ce siècle ; elle est une des constantes du socialisme français antimarxiste).

De leur côté, certains socialistes SFIO de divers pays formaient le Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe, liant ainsi socialisme et fédéralisme. Au début, la section française de ce mouvement adhérait au comité de coordination des mouvements fédéralistes qui s'était fondé rue Auber. Mais lorsque ce comité se transforma en UFF (Union française des fédéralistes), succursale de l'UEF, le mouvement pour les EUSE s'en sépara. Le mouvement n'est pas soutenu à fond par les partis socialistes et comprend des individualités de tendances assez diverses. Après un premier congrès tenu à Montrouge en juin 1947, les EUSE convoquèrent à Puteaux, en juin 1948, un « Congrès des Peuples ». Ce congrès fut marqué par les

interventions véhémentes des délégués des peuples colonisés d'Afrique et d'Asie qui reprochèrent aux socialistes de chercher dans la Fédération européenne un moyen de se sauver seuls avec leur bonne conscience. La violence avec laquelle ces envoyés d'outre-mer revendiquèrent leur émancipation nationale déconcerta quelque peu les partisans de la fédération européenne ; elle les aura amenés sans doute à réviser leur conception et à repenser leur fédéralisme dans une perspective plus vaste et plus complexe.

Cependant l'idée européenne poursuivait son chemin sur un autre terrain. Des hommes fort éloignés de toute tradition proudhonienne et de toute appartenance socialiste prônaient le rapprochement des nations d'Europe non sur le mode de la fédération mais sur celui de l'union. Ils se groupèrent surtout dans ce mouvement de l'Europe unie, *United Europe*, dont Churchill est la personnalité la plus marquante. Leur plan est différent, beaucoup plus concret et empirique ; il se situe au niveau des efforts faits depuis l'appel Marshall pour grouper en un front unique les nations d'Europe occidentale : le Conseil de coopération européenne, issu de la Conférence des Seize ; les organismes créés par le Pacte de Bruxelles, en particulier le Comité de la défense. Il ne s'agit pas pour les « unionistes » d'une fusion organique des nations européennes, mais d'une création progressive d'organismes centraux, de la constitution d'une unité sur le mode de celles qui s'ébauchent entre alliés dans une guerre : commandement unique, mise en commun des ressources et des énergies. Notons bien que les unionistes prennent pour point de départ le rapprochement occidental entrepris sous l'égide américaine pour faire échec à la menace soviétique ; ils veulent accroître et renforcer les organismes existants, en créer d'autres, mais dans la ligne actuelle d'une politique antisoviétique. Ils pensent « bastion », alors que les fédéralistes pensent plutôt « maison » (3), maison commune à toute l'Europe, avec faculté de construire des ailes nouvelles pour accueillir les enfants séparés, encore retenus par les Russes — « Sans l'Est, s'il le faut, s'écriait H. Brugmans à Montreux, mais à aucun prix contre l'Est ! »

Entre unionistes et fédéralistes, on le voit, les divergences, apparemment, sont de taille. Et pourtant, sur l'initiative des fédéralistes un Comité de coordination fut créé et confié au gendre de Churchill, Duncan Sandys, pour préparer un congrès commun qui fut celui de La Haye en mai 1948. La chose n'alla pas sans mal, et bien des fédéralistes se tâtèrent longtemps pour savoir s'ils iraient ou n'iraient pas. Il paraissait que la manifestation serait dominée par la puissante personnalité de Churchill et cela ne laissait pas d'inquiéter les travaillistes anglais, qui firent prévaloir l'abstention chez les socialistes d'Europe — abstention collective puisque nombreuses furent les présences individuelles de socialistes comme Ramadier ou Bob Edwards. On peut envisager ce fameux congrès de bien des manières ; les fédéralistes eux-mêmes sont fort divisés à ce sujet : les uns voient en lui une opération Churchill, une sorte de « Convention » européenne de grand style destinée à donner une large assise à la popularité et à la réélection du grand homme, et ils estiment que le fédéralisme, dans ce qu'il a de révolutionnaire, a été éludé — pour d'autres le début d'entente réalisée et la publicité mondiale faite à l'idée européenne sont des résultats fort satisfaisants.

En vérité, ce congrès fut chose embrouillée comme on peut le voir sur un simple exemple : M. Paul Reynaud demanda qu'on élise immédiatement une Constituante européenne à raison d'un député par deux millions d'habitants ; cette proposition sensationnelle fut repoussée à une écrasante majorité ; elle eut contre elle les voix des « unionistes » conservateurs et temporisateurs, celles des fédéralistes intégraux, partisans de la représentation organique des groupes, celles enfin des parlementaires, nombreux au congrès, et qui préfèrent évidemment que les futurs députés européens soient choisis parmi eux (car il existe déjà un arrivisme européen). Aussi bien le congrès, pris dans ses contradictions, ne put-il trancher entre Union et Fédération et renvoya à la décision d'une future assemblée le problème du mode d'association des États européens, après avoir fait prendre aux parlementaires présents l'engagement de faire voter dans leurs parlements respectifs des lois conformes aux résolutions (4) adoptées par le congrès.

Il serait grossier de se représenter le congrès de La Haye comme un affrontement entre les deux tendances. L'opposition, certes, existe, mais elle n'a pas l'importance ni la signification qu'on lui attribue quelquefois ; une divergence sur le mode futur d'association entre États n'est pas suffisante pour déterminer une opposition bien sérieuse ; les mobiles profonds sont ailleurs et souvent les mêmes convictions se répartissent entre des mouvements apparemment opposés. De Gaulle s'est nettement prononcé à Marseille pour une fédération englobant les États allemands de l'Ouest ; Churchill, quant à lui, est « unioniste » — mais l'un et l'autre finalement pensent à une Europe (unie ou fédérée, qu'importe !) qui serait dirigée par leur propre pays. Et si l'on avance parmi les mouvements et les hommes, la confusion croît encore : chez les députés

socialistes et MRP, on compte également des unionistes et des fédéralistes. C.-M. Hytte rédacteur en chef de la revue proudhonisante *La République moderne* est fédéraliste intégral, mais nous le retrouvons d'un côté au comité directeur des États-Unis socialistes d'Europe et, de l'autre, délégué du Conseil français pour l'Europe unie (filiale du mouvement Churchill) à côté de R. Dautry, Herriot et Courtin. Au sein de mêmes comités voisins des fédéralistes proudhoniens comme Alexandre Marc et des hommes comme M. Larmeroux, président de l'association des propriétaires fonciers d'Europe, actuel président du Mouvement des États-Unis du monde. De curieuses alliances s'ébauchent entre capitalistes et révolutionnaires, anciens vichystes et anciens résistants — unionistes et fédéralistes confondus ; ils ont tous en commun, disent-ils, le même amour de l'Europe. En réalité, ils ont tous en commun d'abord la haine du communisme, qui est haine intellectuelle du marxisme chez les uns et simple haine de classe chez les autres : car l'anticommunisme est la seule plate-forme qui permette de réunir des individus si différents et des idéaux presque opposés. Certains cercles fédéralistes ont leur origine dans l'Action française ; d'autres, ce n'est un secret pour personne, ont à leurs têtes des hommes qui ont subventionné les ligues fascistes d'avant-guerre ; le ton d'une publication comme *La République moderne* (aujourd'hui fédérale) rappelle parfois celui de *Gringoire*. De Fédération à Intermarium, ce mouvement fédéraliste qui groupe les réfugiés politiques de l'Est, c'est toute une chaîne d'anticommunismes qui vont de l'idéologie proudhonienne à la société secrète teintée de police et d'espionnage, une chaîne continue hors de laquelle on trouverait difficilement quelques exceptions. Certes les « purs » ne manquent pas — ils ne manquent jamais — mais lorsqu'ils prétendent se désolidariser partiellement du congrès de La Haye, en qui ils voient surtout l'affaire des unionistes, laissons répondre à notre place D. de Rougemont, qui se félicite de ce que « la plupart des thèses défendues par la tendance fédéraliste aient triomphé au congrès de la Haye » et que « la plupart des principes généraux posés au congrès de Montreux — congrès de l'UEF — ont été repris presque littéralement dans les résolutions de La Haye ». La rivalité superficielle des unionistes et des fédéralistes ne doit donc pas nous cacher les véritables partages qui se font au sein même de ces deux tendances, ni les objectifs fondamentaux qui sont communs à l'énorme majorité dans les deux camps.

En tout cas, il est une question que ne posent ni les uns ni les autres et au regard de laquelle s'estompent les controverses entre unionistes et fédéralistes : Quelle sera la qualification, la structure de cette Europe, unie ou fédérée ? Par qui et pour qui sera-t-elle faite ? La question a son importance : en 1942, par exemple, quand les journaux de Paris nous parlaient de l'Europe nouvelle, il était facile de répondre que cette Europe serait fasciste et profiterait aux maîtres hitlériens et à leurs alliés dans les divers pays. Aujourd'hui il faut reposer la question, car l'Europe-en-soi n'est pas un idéal, et n'importe quelle Europe ne nous intéresse pas.

Le fédéralisme européen, tel qu'il s'exprime par ses mouvements et par ses leaders, ne postule pas la transformation de la structure économique de l'Europe. Les mesures prévues dans la résolution économique du congrès de La Haye, comme la libre circulation des capitaux et la convertibilité des monnaies, visent en somme à donner davantage d'aise au capitalisme européen. Mais la première de toutes les revendications, et la plus nécessaire, c'est un « programme commun de production industrielle et agricole ». Qui assurera cette planification de l'Europe occidentale ? Qui ? On ne le dit pas, mais nous le savons bien. Les technocrates du fédéralisme caressent aujourd'hui des rêves formidables ; ils voient le capitalisme européen, actuellement bloqué dans les frontières, empêtré dans les barrières et les contradictions qu'il a créées depuis un siècle, reprendre son rôle organisateur et conquérant dans une Europe devenue, d'un seul tenant, une espèce de nouvelle Amérique qui serait maintenant à l'échelle du business moderne. Une fois les frontières abolies, une gigantesque remise en ordre va s'opérer sous la pression de la concurrence ; des ensembles économiques retardés s'écrouleront au profit d'autres mieux équipés, et les masses de travailleurs seront déplacées, selon les besoins, d'un pays à un autre : industrie et main-d'œuvre se reclasseront ainsi à travers l'Europe selon la saine loi du capitalisme concurrentiel : voilà les propos déments que tiennent ouvertement des fédéralistes qui sont parfois haut placés dans les conseils de notre République. Un article retentissant de W. Lippman donnait récemment à ces plans une espèce de confirmation, en montrant l'incompatibilité du fédéralisme européen avec le socialisme : « Quand les socialistes arrivent au pouvoir, leur socialisme devient, s'il reste du socialisme, inexorablement nationaliste... L'union politique des nations libres d'Europe est incompatible avec le socialisme d'État du type britannique » (5).

Certes, les fédéralistes intégraux répondent que le problème est mal posé, que socialisme et capitalisme ne sont qu'une même tare « unitaire » et que le fédéralisme répond à tout ; comme l'a dit D. de Rougemont à

Montreux : « Il n'y a plus le socialisme et le capitalisme ; il n'y a plus que deux attitudes possibles ; le fédéralisme et le totalitarisme ». Cette substitution d'un dilemme à un autre est typique de la méthode employée déjà par Proudhon et qui consiste à supprimer les oppositions de fait pour s'épuiser à résoudre les oppositions de principes. Il est vrai que le fédéralisme et le totalitarisme posent à notre époque un immense problème, mais c'est loin d'être tout le problème. On peut discuter de savoir s'il existe encore ou s'il existe déjà un socialisme, mais ce qui est sûr c'est qu'il y a un capitalisme et qui peut se trouver aussi bien derrière le totalitarisme, que derrière le fédéralisme. Ce n'est pas en niant les forces qu'on apporte les solutions. Les proudhoniens s'installent dans une situation mythique essentiellement caractérisée par la non-reconnaissance des forces en présence et particulièrement des forces adverses. Comment s'étonner alors que la « révolution en sens inverse » prêchée par Proudhon dans *Du principe fédératif* rejoigne souvent la réaction pure et simple. Tant de naïveté ne se pardonne plus.

De fait, si, sous prétexte d'éviter la guerre, on confie au capitalisme la planification de l'Europe, les mêmes causes de guerre reparaitront, simplement reportées à l'intérieur de frontières plus vastes, et quelle différence dans l'Europe d'aujourd'hui entre une guerre étrangère et une guerre civile ? Nos fédéralistes ne veulent voir dans l'échec de la SDN qu'une victoire des nationalismes sur un organisme européen anémique. Mais le fascisme et le nazisme, qui amenèrent la guerre, sont des régimes politiques qui n'ont été rendus possibles que par les contradictions et l'incapacité des capitalismes d'après guerre. Au mieux, le capitalisme européen regroupé, uni, pourrait s'épargner ces ruineuses querelles intestines, mais s'il supprimait la guerre entre les nations, il ne parviendrait pas à la supprimer entre lui et les peuples.

C'est déjà trop lui accorder : le capitalisme européen ne peut plus jouer aujourd'hui ce rôle planificateur ou tout au moins il ne peut plus le jouer seul. Il a besoin de l'aide américaine et le Plan Marshall arrive à point pour lui insuffler un regain de vigueur. Il est ainsi probable, et peut-être historiquement nécessaire, que ce capitalisme décadent soit prolongé, mais il serait redoutable qu'il prétendît se prolonger comme organisateur. Certains socialistes, qui sont fédéralistes, prétendent que le socialisme futur a tout à gagner à l'élargissement du marché, à la modernisation et à l'organisation de la production à l'échelle européenne sous l'égide du capitalisme ; mais c'est raisonner avec un marxisme schématique qui d'abord oublie certains sursauts politiques et les terribles accidents humains dont s'accompagnerait — le nazisme nous en a donné un aperçu — une reprise en main de l'Europe par le capitalisme, et qui surtout ne tient pas compte de ce que le véritable organisateur serait en l'occurrence le capitalisme américain. Nous avons examiné dans un précédent numéro (6) les moyens d'atténuer la terrible menace incluse dans le Plan Marshall ; l'évolution actuelle confirme nos craintes ; et le fédéralisme européen ne prend pas le chemin des mesures nécessaires : au congrès de La Haye ce n'est qu'en dernière heure, sur l'intervention de M. Mathé de Force Ouvrière, qu'on a ajouté en bas du préambule de la résolution économique une petite phrase polie pour les travailleurs et leurs syndicats : « Il est nécessaire, afin d'éviter toute tendance totalitaire et de garantir l'indépendance économique de la personne humaine, que les travailleurs et leurs organisations représentatives soient étroitement associés à la création et au développement de l'économie de l'Europe unie ».

Or, le problème est de savoir aujourd'hui si l'Europe tombera sous la sujétion des financiers américains, qui s'accompagnera — nous en goûtons les prémices — d'une sujétion politique et intellectuelle. Cette question est posée à tous, mais d'abord à ceux qui nous vantent l'humanisme irremplaçable de la vieille Europe et qui ont sans cesse à la bouche « l'indépendance européenne ». Car nous voici au centre d'une formidable escroquerie : c'est en fusionnant plus ou moins les États actuels de l'Europe, en donnant au capitalisme européen des facultés politiques et économiques qu'il ne possédait pas encore, qu'on prétend assurer « l'indépendance de l'Europe ». En réalité on ne fera rien d'autre ainsi que de créer pour la finance américaine une espèce de « zone libre » qui présentera l'immense avantage d'être unifiée sous un seul pouvoir : zone libre indirectement occupée. Il est intéressant d'entendre à ce sujet l'avis d'un socialiste, M. Jacques Vernant (7) : « Lorsqu'on vient nous dire qu'une fédération européenne serait un obstacle plus résistant à la pression économique des États-Unis sur les divers pays d'Europe occidentale, on oublie le rôle prédominant du capitalisme financier en cette matière. En donnant au capital financier et aux monopoles un rôle prépondérant dans la réorganisation ou, si vous voulez, la rationalisation de l'économie de l'Europe occidentale, vous donnez, du même coup, aux détenteurs réels de ces capitaux, c'est-à-dire aux financiers américains et à leurs hommes de paille dans les trusts européens, la plus grande faculté de renforcer leur mainmise sur les matières-premières, sur les moyens de production et sur les marchés ». Sont-ce là des

rêves ? Déjà certains financiers français en liaison avec la haute banque américaine qui tient en main le Plan Marshall (8), élaborent des plans pour un trust européen d'électrification (9). On poursuit la revanche des nationalisations non pas sur le plan national, mais sur le plan européen.

Prenons-y garde. Nous sommes à un moment capital de l'histoire européenne. La fédération des peuples d'Europe, l'abandon des souverainetés nationales était jusqu'à maintenant le rêve le plus hardi des hommes de gauche ; il hanta les quarante-huitards, les communards, les syndicalistes, Jaurès, Briand, et, à sa seule évocation, les modérés hurlaient à l'utopie ou explosaient de ce gros rire qui couvrait les anticipations de Victor Hugo. Nous avons tous recueilli notre part de ce rêve, et *Esprit* l'avait brandi comme parade suprême devant la menace de la guerre. Aujourd'hui les États-Unis d'Europe ont pour eux toute la réaction, du général de Gaulle à W. Churchill, et le capitalisme européen finance le fédéralisme. Le mot qui a tant soulevé d'idéal, on compte sur lui pour réchauffer des cœurs sincères et entraîner une partie de la gauche européenne. Voilà la plus vaste opération idéologique que le capitalisme ait jamais tenté ; c'est un extraordinaire virage, et d'une belle audace. Avant guerre, le prophète Valéry voyant l'Europe recommencer ses divisions, écrivait : « L'Europe aspire visiblement à être gouvernée par une commission américaine. Toute sa politique s'y dirige » (10). Ceux qui n'avaient pas assez d'insultes pour un fédéralisme qui pouvait alors sauver l'Europe d'un conflit suicidaire, le prônent aujourd'hui. Est-ce donc qu'ils ont compris et qu'ils abjurent leur faute ? Non pas, c'est que déjà une commission américaine est installée sur notre sol.

Le fédéralisme européen implique l'abandon des plans nationaux au profit d'un plan européen. Cela est beau en théorie. En réalité cela signifie l'abandon des conquêtes en ordre dispersé effectuées ici ou là sur les capitalismes nationaux, au profit d'un supercapitalisme européen qui serait dans la main de la finance américaine. C'est ce que devraient apercevoir toutes les âmes sincères qui nous invitent de façon pressante à un fédéralisme sans socialisme et qui se gaussent de nous voir attardés aux mythes périmés des souverainetés nationales. Car selon Denis de Rougemont, le fédéralisme c'est l'anti-utopie, c'est le système calqué sur la personne humaine, c'est une sorte de personnalisme réaliste. Mais en vérité ce qui est utopie c'est bien le fédéralisme de ces intellectuels, dont nous ne suspectons nullement la pureté d'intentions. Car l'utopie est essentiellement un système qui ne se soucie pas des conditions, de sa réalisation et spécialement qui ne tient pas compte des obstacles à sa réalisation ; c'est pourquoi l'ennemi, puisque l'utopiste l'ignore, a tout intérêt à se servir de lui : telle est la raison pour laquelle on retrouve toujours les utopistes mêlés de très près aux pires réalistes et marchant en pleine confiance la main dans la main de leurs ennemis. Il n'en va pas autrement dans cet inextricable complexe qu'est le fédéralisme actuel. Certes le fédéralisme se réclame à bon droit d'exigences fondamentales de la personne, que nous n'avons aucunement l'intention de laisser de côté. Mais nous refusons que l'on bâtit des systèmes économiques et politiques de signification très précise sur une pure « notion de la personne humaine » (11), sur une psychologie harmonieuse faite d'équilibre entre l'individualité et l'engagement au groupe, alors que nous sortons à peine du nazisme concentrationnaire et qu'est en jeu l'existence de millions d'hommes qui, avant de songer à des institutions qui leur permettent de cultiver l'amour de la complexité, songent à des institutions qui leur donnent la sécurité de leur pain et la sécurité de leur liberté. « L'Europe helvétisée » que veut Rougemont serait un paradis charmant, et il est vrai que sur quelques points les Suisses ont donné des leçons à l'Europe, mais ce prototype si réussi n'a jamais volé que dans un air calme à l'abri de hautes montagnes et n'a pas affronté ces orages d'acier, de misère et de haine, qui laissent derrière eux, avec des ruines, quelques vérités mises à nu.

Il n'est pas vrai que tout renoncement aux souverainetés nationales en faveur d'une Europe unie ou fédérée soit automatiquement un progrès. L'Europe hitlérienne n'était pas un progrès. L'Europe est constituée d'autre chose que de la simple addition de ses souverainetés. Sa physionomie, sa grandeur, sa misère, elle les doit au capitalisme né chez elle et qu'elle exporta dans tous les pays du monde. La fédérer sans la transformer c'est immobiliser provisoirement le capitalisme européen à un stade de décadence où il ne reprendrait un essor provisoire qu'au prix d'une régression politique et humaine dont les fascismes nous donnent un aperçu, c'est constituer un bastion fortifié au service de l'Amérique contre l'URSS : ce n'est pas le chemin de la paix, ni de la liberté, et ce n'est pas le chemin de l'Europe. Que cela puisse être le dessein de militaires ou d'hommes d'affaires ambitieux, rien que de très normal ; mais faire passer, aux yeux d'hommes de bonne foi, pour une révolution, ce qui est le contraire d'une révolution, voilà le scandale. Certes il est plus facile de proclamer, comme certains chefs socialistes, que les problèmes nationaux sont devenus inextricables et ne sauraient plus être résolus qu'à l'échelle de l'Europe. Pour beaucoup trop le fédéralisme est un alibi commode ;

certaines réalités amères du congrès de La Haye (12) devraient pourtant leur enseigner qu'il ne suffit pas d'agrandir ses rêves à la dimension de l'Europe pour qu'en soit facilitée la réalisation. Pour nous aussi, nous estimons que les frontières intereuropéennes sont dépassées, que les souverainetés nationales doivent progressivement céder à des pouvoirs supérieurs, que tout le mouvement de notre siècle conduit vers les fédérations entre peuples ; et ce n'est pas parce que le capitalisme devient internationaliste que nous nous ferons chauvins. Mais répétons-le encore une fois et nettement : si les souverainetés nationales ne sont pas une fin, elles peuvent redevenir un refuge de la liberté et une arme de combat contre l'oppression, l'histoire de 1940 à 1945 nous le prouve. Les abolir au profit d'une autre souveraineté, extérieure celle-là, ce n'est pas préparer l'unité européenne, mais pour les peuples, de nouveaux lendemains de lutte et finalement pour l'Histoire un nouveau réveil des nationalismes retardataires. Unir les pays européens en un bloc stratégique, c'est recommencer, d'une autre façon, l'entreprise de Hitler ; c'est, selon une forte expression de Proudhon lui-même, faire des « coalisés » et non pas des « fédérés ».

L'Europe, contre la plupart des fédéralistes, nous la revendiquons dans sa plénitude. Celle qu'ils veulent constituer n'est qu'une moitié d'Europe, qui serait à brève échéance dressée contre l'autre. Le Plan Marshall donne aujourd'hui à l'Europe occidentale une apparence d'unité toute extérieure ; lorsqu'il cessera, et sans doute plus tôt qu'on ne pense, il faudra bien poser le vrai problème économique de l'Europe et l'on s'apercevra que sa partie occidentale est effectivement complémentaire de sa partie orientale. On s'inquiète déjà de ce que l'Allemagne occidentale surindustrialisée et coupée des régions agricoles de l'Est devienne une seconde Angleterre. Certes il est des réalités politiques qu'on ne change pas du jour au lendemain. Mais alors pourquoi, au nom de l'Europe, pousser dans cette voie qui consacre et aggrave la coupure de l'Europe ? Les vrais Européens sont aujourd'hui ceux qui s'emploient à maintenir les zones de contact, si minces soient-elles, plutôt, il me semble, que ceux qui s'allient, même pour un « bout de chemin », aux financiers internationaux, aux politiciens réactionnaires et aux porteurs de glaive, et qui regroupent les réfugiés politiques de l'Est en vue de la reconquête. Dans une pareille situation, nous préférons qu'avec les « mondialistes »(13) on transcende ce drame et l'on porte d'emblée sur le plan universel l'exigence d'un gouvernement fédéral et d'une économie commune. C'est un grand but, même si l'on estime qu'il est lointain, et c'est travailler sans équivoque pour la paix.

L'Europe en extension, mais aussi l'Europe, en profondeur, voilà ce que nous opposons aux fédéralistes du « bastion ». Rassembler d'une façon ou d'une autre les États capitalistes de l'Ouest européen et les coiffer d'institutions communes, ce n'est pas « faire l'Europe ». Que d'abord ce fameux humanisme européen devienne le bien des peuples. Tous les héritiers n'ont pas encore touché leur part d'héritage : quoi d'étonnant à ce qu'ils ne se sentent pas de la famille ? L'Europe se fera contre le capitalisme, par une modification profonde de ses structures. Travailler à un socialisme qui saurait concilier la rigueur et l'efficacité avec le sens de l'homme, c'est travailler directement pour l'Europe. Cela, des fédéralistes le comprennent, qui ne séparent pas la lutte pour le socialisme de la lutte pour le fédéralisme et qui se dégagent de troubles alliances. Les socialistes qui ont refusé d'aller à La Haye l'ont compris aussi ; et il est permis de penser qu'on verra naître bientôt un fédéralisme nouveau, hardiment anticapitaliste, et d'abord orienté vers la paix (14).

Ceux-là ont conscience que la marche de l'unité européenne n'est pas une chose simple qui a sa fin en soi. De grandes nations d'Europe ont pris la charge de peuples répartis sur les autres continents, et l'on sait que le Commonwealth retient l'Angleterre sur la voie de l'union européenne. Ce serait pour nos fédéralistes une grande besogne que de se consacrer à installer un peu la fédération dans l'Empire français, une besogne qui ne dépend que de nous. La constitution de l'unité mondiale se fera progressivement par l'entrecroisement de ces unités fédérales ; la France, membre d'une fédération européenne, serait en même temps ne l'oublions pas, membre d'une fédération intercontinentale où ses responsabilités et ses intérêts sont étatement engagés. Sur cette ligne de l'avenir, rien n'est plus nuisible que certain omphalisme européen ; elle a trop servi, cette louange de l'Europe, et nous ne l'entendons plus sans quelque grincement : « L'Europe, c'est Mozart d'un côté, c'est Charles Péguy de l'autre et c'est Shakespeare qui les résume » (H. Brugmans au congrès de La Haye) ; et pourquoi pas Dostoïevski que Malraux lui aussi, élimine de son pandémonium européen ? Et pourquoi pas encore cet humanisme africain qui se crée péniblement et risquerait de se faire contre l'Europe si elle ne l'aidait pas ? Ce n'est pas pour elle toute seule que l'Europe s'est faite chrétienne ; ce n'est pas pour elle toute seule qu'elle a inventé le cartésianisme, le marxisme, ou même le proudhonisme ; ce n'est pas pour elle seule qu'elle s'est industrialisée la première. L'unité et la stabilité nécessaire, elle ne les retrouvera pas

dans le repliement et l'égotisme, mais encore une fois dans l'invention et dans la générosité. Par son économie, sa culture, sa religion l'Europe est toute liée au monde. Après lui avoir maintes fois apporté la guerre, elle pourrait contribuer à lui donner la paix. C'est sans doute maintenant notre tâche à nous, Européens, que de proposer notre détresse en exemple à un monde que nous avons dominé et l'avertir qu'il n'est plus de recours en une guerre que nous avons si souvent et si bien faite qu'on voudrait nous la faire pratiquer pour d'autres — inlassables guerriers devenus clairvoyants.

J.-M. DOMENACH.

- (1) « L'idée de l'Europe » (*Fédération*, n°39, avril 1948).
- (2) Devenue tout récemment *La République fédérale*.
- (3) Voir dans notre documentaire les extraits principaux de ces résolutions.
- (4) Les comparaisons tirées du bâtiment sont de rigueur en matière européenne. Bevin déclarait récemment aux Communes au sujet des propositions fédéralistes : « qu'il ne fallait pas poser un toit sur une maison qui n'était pas encore construite ».
- (5) *Gazette de Lausanne*, 9 septembre 1948.
- (6) *Esprit*, n°4 (avril 1948).
- (7) « Fédéralisme et capitalisme » (*La Revue socialiste*, juin-juillet 1948). Cet article vraiment excellent est à lire intégralement.
- (8) M. Hofman, avant d'être nommé chef de l'*Economical Coopération Organisation* était président de la Société Studebaker.
- (9) Voir *Combat* du 14 et 25 avril 1948.
- (10) P. VALERY, *Regards sur le monde actuel*.
- (11) R. SILVA, « Au-delà des souverainetés nationales » (*La Bataille de la Paix. Cahiers du Monde nouveau*, n°6, p. 159).
- (12) Voir les constatations de B. Voyenne dans les *Cahiers du Monde nouveau* (n°6, p. 159).
- (13) Voir Documentaire.
- (14) En dernière heure, nous apprenons qu'une bataille sévère va s'engager au congrès de l'UEF à Rome, sur une proposition faite par de hauts dirigeants fédéralistes, qui aboutirait à fusionner l'UEF avec les unionistes churchilliens. Ceci confirme deux de nos thèses essentielles : d'abord que les divergences qui séparent des unionistes les « officiels » du fédéralisme sont très secondaires ; ensuite qu'il existe une minorité de fédéralistes prêts à défendre des positions pacifiques et anticapitalistes — donc, un espoir.